

Questions orales

res ou des idées simplistes. Cependant, on pourra le résoudre à la longue en comptant sur la collaboration active des gouvernements fédéral et provinciaux, des localités touchées, des syndicats et de tous les députés.

J'ai déjà fait savoir à mon honorable collègue que nous avons l'intention de collaborer avec les provinces et avec tous les intéressés afin d'élaborer un programme complet qui soit à la fois rationnel, réfléchi et efficace, et qui aide à solutionner. . .

Une voix: Il n'est rien de tout cela. Où est l'argent?

M. Mulroney: Monsieur le Président, les députés libéraux se comportent selon leur habitude. Quand je m'efforce de répondre sérieusement à la question sérieuse qu'ils ont posée au sujet des pêches de l'Atlantique, ils se mettent à me harceler de leurs cris. Le gouvernement actuel va mettre en oeuvre des programmes appropriés. Laissons les libéraux continuer à leur guise leurs vociférations et leurs tentatives de dénigrement.

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, pour le moment, le gouvernement se contente de nous dire qu'il n'accordera pas de nouveaux crédits. Nous sommes tout à fait disposés à collaborer, mais nous voudrions avoir les moyens de le faire et de prendre des mesures utiles.

• (1420)

Dans le cas des localités qui disparaîtront entièrement à la suite des compressions dans les quotas de poisson de fond, tout le monde sait que les programmes en place ne suffisent pas à répondre aux besoins extraordinaires de ces localités. Déjà, les gouvernements provinciaux et municipaux voient d'un mauvais oeil la réponse ou l'absence de réponse du gouvernement.

Ces localités veulent savoir quand on leur garantira qu'elles vont pouvoir compter sur de nouveaux programmes et des crédits spéciaux leur permettant de s'en sortir. C'est tout ce qu'elles réclament.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme mon honorable collègue le sait pertinemment, j'ai écrit dans les termes les plus catégoriques possibles à Jacques Delors, le président de la Communauté européenne, qui m'a offert de régler ce problème aux plus hauts niveaux. Le gouvernement va profiter de cette offre et des annonces seront faites à cet égard.

Le gouvernement a annoncé un programme important d'aide immédiate pour les personnes touchées par les fermetures de la National Sea, le mois dernier. Il s'agit en l'occurrence de programmes d'aide à l'industrie, d'un programme spécial pour les travailleurs âgés et de la création d'un fonds de développement des collectivités.

Cela a été notre réponse immédiate, mais depuis de nombreux mois, un comité spécial du Cabinet travaille à l'élaboration d'un programme global pour la restructuration du secteur de la pêche de la morue du nord. Ce programme sera mis en oeuvre de concert avec les provinces et les localités touchées.

La ministre de l'Emploi et de l'Immigration met la dernière main à l'application du programme Développement des collectivités qui permettra d'offrir—et c'est extrêmement important pour mon honorable collègue—d'énormes crédits aux localités concernées. L'argent en question peut leur être versé immédiatement.

En outre, le projet de loi sur l'assurance-chômage, dont le Sénat empêche l'adoption à l'heure actuelle, permettra de consacrer 50 millions de dollars de plus à ce programme. J'ai eu des rencontres. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: On a prévu 50 millions de dollars de plus pour le programme Développement des collectivités, et si mon honorable collègue veut se rendre utile, il devrait inviter les sénateurs libéraux à adopter ce projet de loi.

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, j'ai une autre question pour le premier ministre.

Tout ce dont nous entendons parler, ce sont des crédits recyclés comme dans le cas de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

[Français]

En plus de la crise dans le poisson de fond, il existe aussi des difficultés énormes qui prennent des proportions de crise dans le homard, le crabe des neiges et le hareng. Déjà des usines ont fermé leurs portes et plusieurs milliers de personnes ont été mises à pied. Est-ce que le gouvernement est conscient de cette crise qui sévit au Nouveau-Brunswick, dans l'Est du Québec, sur l'Île-du-Prince-Édouard, ou est-ce que le gouvernement va ignorer ce problème comme il le fait pour la morue du Nord et qui va laisser les gens de l'Atlantique mourir à petit feu?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous sommes non seulement au courant des dimensions du problème, mais nous travaillons d'arrache-pied pour essayer de le régler. Nous comptons également sur la collaboration du député et de sa formation politique pour nous venir en aide dans ce domaine.

Mais le député parle d'une crise dans la région de l'Atlantique. Il est député de la province du Nouveau-Brunswick. Il est vrai que nous avons un problème profond et sérieux avec les questions des pêches dans la région de l'Atlantique, mais je pense que, avant de lancer un cri d'alarme de nature à affecter les investissements